

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation de Antimo L. Farro, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 260 p.

par Martin Geoffroy

Politique et Sociétés, vol. 20, n°2-3, 2001, p. 260-263.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040294ar>

DOI: 10.7202/040294ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation

de Antimo L. Farro, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 260 p.

L'objectif de cet ouvrage est de décrire comment naissent et se construisent les mouvements sociaux. La première partie fait l'inventaire des différentes théories élaborées au XX^e siècle pour analyser les mouvements sociaux. La dernière partie traite de l'organisation des nouveaux mouvements sociaux, tels que le mouvement des Verts ou des femmes. Force est de constater, à la lecture de ce livre, que le concept a passablement évolué au cours du siècle précédent.

Le premier chapitre passe en revue les théories classiques de ce qu'on nommait à l'époque les « phénomènes collectifs ». Selon Émile Durkheim, il existe deux types de phénomènes collectifs, le premier se caractérisant par des conflits dominés par des problèmes liés à l'intégration sociale et à l'évolution de la solidarité organique, et le second s'incarnant dans des mouvements qui impliquent une participation de leurs membres à la poursuite de grands idéaux visant le changement historique. Pour Max Weber, il existe aussi deux types de phénomènes collectifs, mais ils sont passablement différents de ceux que décrit É. Durkheim. Le premier, qualifié « d'activité associative », est essentiellement considéré comme une « action de classe » motivée par des intérêts rationnels, alors que le second, le « mouvement charismatique », est irrationnel et suscite des actions sociales motivées par le charisme d'un leader. De son côté, Karl Marx explique que les phénomènes collectifs sont des « antagonismes de classes » qui seraient issus des « contradictions de la société capitaliste ».

La dernière partie du premier chapitre s'attarde aux études psychosociologiques des phénomènes collectifs à travers la description de plusieurs recherches sur le comportement des foules et des masses. En effet, plusieurs auteurs de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e considèrent que les phénomènes collectifs sont des phénomènes de « foule » ou de « masse ». Selon Gustave Le Bon, la foule possède une « structure organisée » qui fait que l'inconscient l'emporte sur la rationalité quand un meneur, porteur d'un message simple, provoque « l'unité mentale de la foule ». De son côté, Sigmund Freud désigne les phénomènes collectifs comme des phénomènes de « masse » et estime que la motivation de ces « masses » n'est pas dictée par un « inconscient collectif », comme G. Le Bon l'affirmait, mais plutôt par les pulsions individuelles de la libido humaine. Dans la même ligne de pensée, l'auteur rend compte aussi des travaux portant sur le pouvoir et les foules de Wilhelm Reich et de Elias Canetti. Ce dernier perçoit les phénomènes collectifs comme « des ensembles à l'intérieur desquels l'individu surmonte sa phobie d'être interpellé et entre en contact avec d'autres » (p. 48).

Le deuxième chapitre aborde les théories structuro-fonctionalistes et celles de la mobilisation des ressources avant de considérer la sociologie de

l'action d'Alain Touraine. Pour les théoriciens structuro-fonctionalistes, entre autres Talcott Parsons, les phénomènes collectifs représentent une déviance par rapport aux normes admises d'un système social. La conformité des valeurs étant considérée comme un élément nécessaire au bon fonctionnement du système social, toute résistance à la conformité est perçue comme une forme de déviance. Selon cette théorie, les phénomènes collectifs sont considérés comme des sous-cultures qui présentent des conceptions déviantes par rapport à celles des grandes institutions. Déjà, la théorie de Robert Merton montre une certaine évolution, puisqu'elle dégage trois sortes de comportements dans les mouvements sociaux : la conformité, la non-conformité et la déviance. De son côté, Neil Smelser décrit quatre composantes des comportements collectifs : les valeurs, les règles, la mobilisation et les facilités. Pour cet auteur, les phénomènes collectifs naissent de tensions structurelles et sont le fruit de comportements non-institutionnalisés. Selon A. L. Farro, N. Smelser ne fait pas la distinction qui s'impose entre les mouvements de protestation et les mouvements collectifs et conçoit les phénomènes collectifs comme des comportements irrationnels. Cela n'explique pas les phénomènes indépendants d'une crise du système social, ni la naissance de certains mouvements sociaux qui ne sont pas en marge de la société.

La deuxième partie du chapitre traite de la théorie de la mobilisation des ressources (Anthony Oberschall, William Gamson, Mayer N. Zald). Selon cette approche, les mouvements collectifs de protestation sont des actions rationnelles qui naissent de la capacité des membres à tirer parti de ressources multiples (organisationnelles, financières, politiques). Les chercheurs rattachés à cette approche considèrent que l'action collective se développe dans des groupes qui veulent avoir accès à la participation politique et économique dont ils sont exclus. Cette action est animée par une rationalité instrumentale. Cependant, selon A. L. Farro, la théorie de la mobilisation des ressources n'explique ni le rapport social qui prévaut entre les membres d'une action collective et ceux qu'ils doivent affronter, ni le projet social mis de l'avant par le mouvement, ni le versant non-rationnel ou culturel de l'action collective.

Après avoir décrit et critiqué les principales approches qui définissent ce domaine de la sociologie, l'auteur estime que c'est la sociologie de l'action d'A. Touraine qui est le meilleur point de départ pour comprendre les mouvements sociaux et l'action collective. Pour A. Touraine, « la sociologie de l'action [...] définit le mouvement social comme une composante particulière de la lutte, comme une action collective qui n'est pas seulement différente des autres, mais qui est aussi capable de construire un conflit central pour le contrôle des orientations de la vie sociale » (p. 88).

Le troisième chapitre porte sur les concepts de sujet, de classe et d'acteur vus dans la perspective de la théorie actionnaliste de A. Touraine. Selon l'auteur, l'affaiblissement de l'intégration sociale, qui découle du fait que les rapports sociaux industriels n'occupent plus de position centrale, entraînerait l'émergence de « conduites de construction de sens ». L'apparition de la subjectivité, et par conséquent du sujet, est liée à la formation de

nouveaux acteurs collectifs capables d'exprimer leur autonomie et leur créativité. Quant aux classes sociales, la sociologie de l'action explique leur construction à partir de l'action des mouvements sociaux. Il en résulte un conflit central dont l'enjeu est le contrôle des orientations culturelles de l'ensemble de la société. Chez A. Touraine, la notion de classe doit être dépassée pour analyser les mouvements sociaux en termes d'acteurs et de rapports sociaux.

Le quatrième chapitre traite de l'identité, du sujet et de l'acteur. Selon l'auteur, les conflits sociaux se situent désormais sur un terrain culturel plutôt qu'économico-industriel. L'enjeu central, qui était d'abord l'organisation du travail et la fabrication des biens dans la société industrielle, est devenu la lutte pour le contrôle des industries culturelles dans la société postindustrielle. Des « codes culturels » qui définissent les contextes de l'évolution des multiples aspects de la vie individuelle et collective interviennent de plus en plus profondément sur l'identité personnelle, le temps et l'espace de vie, la motivation et les codes des activités quotidiennes de la population. Le contrôle de l'identité passe par le refus des codes culturels imposés par les acteurs dirigeants. L'acteur est donc « celui qui change son environnement matériel et social, en transformant la division du travail, les modes de décision, les rapports de domination et les orientations culturelles » (p. 129).

A. L. Farro distingue les initiatives, les actions et les mouvements collectifs, toujours dans une perspective tourainienne. Selon l'auteur, il y a deux types d'initiatives collectives : le premier est axé sur la « défense communautaire » d'un groupe particulier, et le second est une « initiative collective conflictuelle ». Seule l'initiative collective de type « conflictuel » a des chances de devenir un mouvement social au sens actionaliste du terme. Selon A. L. Ferro :

« [L]es initiatives collectives à caractère identitaire diffèrent par conséquent de celles que nous avons vues précédemment par le fait qu'elles ne se dessinent pas à travers la formation d'identités d'acteurs qui souhaitent changer l'environnement social dans lequel ils se trouvent ; ceux-ci combinent la défense de leur subjectivité et de la rationalisation pour affirmer la valeur universelle de la reconnaissance de l'égalité de toutes les différences. Ils se battent pour l'élargissement de la démocratie politique et contestent aux acteurs dirigeants d'aujourd'hui le contrôle des orientations de la production et de la diffusion des informations grâce auxquelles on obtient la définition de nombreux secteurs de la vie sociale » (p. 154-155).

Selon l'auteur et la plupart des théoriciens de la sociologie de l'action, le véritable mouvement social possède une organisation sociale, des convergences d'intérêts et de solidarités ainsi que des actions de revendication. Il exerce aussi des pressions institutionnelles sur les acteurs dirigeants à un niveau « systémique ».

Le chapitre cinq démontre que la genèse de l'action collective passe par la résistance subjective au contrôle de la définition des codes culturels qui

régissent la définition de la diversité. La résistance devient action collective quand le sujet énonce les grands thèmes de celle-ci. Le dernier chapitre explicite dix étapes du développement d'un mouvement social : la résistance subjective, l'énonciation des thèmes, la création d'un discours, les convergences d'intérêts communs, de convictions et de liens émotifs de solidarité, la communication du discours, l'organisation de l'action, la mobilisation des acteurs, les activités, la poursuite des objectifs fixés et finalement l'analyse des significations engendrées par les conflits. L'auteur illustre ces étapes du passage de l'action collective à la phase systémique du mouvement social en donnant comme exemples le mouvement des femmes et le mouvement vert.

La qualité de ce livre réside dans le fait que, malgré son point de vue actionaliste, il fait une revue relativement exhaustive des autres théories des mouvements sociaux et les situe ainsi dans leur contexte historique et culturel. Par contre, les exemples dont se sert l'auteur pour illustrer l'universalité de la théorie des nouveaux mouvements sociaux sont presque tous européens. Il aurait été éclairant de rajouter des exemples nord-américains ou provenant de certains pays du sud pour mieux illustrer la valeur de la sociologie de l'action sur d'autres continents. On peut aussi lui reprocher d'être passé trop rapidement sur les approches théoriques américaines, qui ne se situent pas toutes aux antipodes de la théorie tourainienne. De surcroît, il nous semble qu'il serait important de mettre davantage en évidence le fait que les différentes théories des nouveaux mouvements sociaux semblent, à l'heure actuelle, être encore loin d'un consensus sur plusieurs éléments d'une définition unique des mouvements sociaux. Malgré ces quelques limites, cet ouvrage captivant pousse à une réflexion plus approfondie sur l'apport indéniable de la sociologie de l'action à l'étude de l'action collective et des mouvements sociaux, ce qui est déjà un grand mérite à nos yeux.

Martin Geoffroy
Université de Montréal